

## FAITS MARQUANTS DES OS 32 ET DES GTS: JEUDI, 10 JUIN 2010

Dans la matinée, le SBSTA s'est réuni en séance plénière de clôture. Tout au long de la journée, des groupes de contact et des consultations informelles ont eu lieu sur des questions parmi lesquelles le point 3 (préparation d'un résultat qui sera présenté à la CdP 16) au titre de l'AWG-LCA, les réductions des émissions de l'annexe I, les questions juridiques et les questions diverses relevant de l'AWG-KP.

### PLÉNIÈRE DE CLÔTURE DU SBSTA

**SPECTS SCIENTIFIQUES, TECHNIQUES ET SOCIO-ÉCONOMIQUES DE L'ATTÉNUATION DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES:** Le SBSTA s'est de nouveau réuni en plénière dans la matinée pour examiner la proposition de demander au Secrétariat de préparer un document technique sur les options en vue de limiter l'augmentation de la température à 1,5 °C et 2 °C.

Soulignant que la proposition pourrait être un "compromis intéressant" pour de nombreuses parties, le VENEZUELA a suggéré un libellé demandant «que le Secrétariat, sous sa responsabilité propre, prépare un document technique officiel. L'ARABIE SAOUDITE, avec OMAN, le KOWEÏT et le QATAR, se sont opposés à la proposition pour un document technique, préférant reporter la question aux sessions à venir. Le SBSTA a adopté les conclusions sans faire référence au document technique proposé (FCCC/SBSTA/2010/L.7).

Soulignant que le document technique aurait aidé les pays les plus vulnérables à se préparer aux conséquences inévitables des changements climatiques, la BARBADE a souligné qu'il est «ironique de constater que d'autres pays en développement sont en train de le bloquer», a demandé si «c'est cela la solidarité et la fraternité dont ils parlent avec tant d'éloquence», soulignant que «ceci n'est pas un jeu, l'existence même des communautés entières est en jeu».

L'AFRIQUE DU SUD, avec la COLOMBIE, la GRENADE au nom de l'AOSIS, l'Australie, l'ESPAGNE au nom de l'UE, la JAMAÏQUE, la BOLIVIE, le NIGERIA, le GUATEMALA et la PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE, ont déploré l'absence de résultat sur ce point et ont soutenu de nouvelles discussions à la SBSTA 33. L'AOSIS a exprimé son «incompréhension des objections» à la compilation d'études scientifiques revues par des pairs, mais a noté qu'une «opposition limitée» à la proposition «est prometteuse de consensus». La BOLIVIE a déploré l'absence d'une entente pour l'analyse de la cible de 1 °C.

**DECLARATIONS DE CLÔTURE:** Les parties ont adopté le rapport de la réunion (FCCC/SBSTA/2010/L.1).

Le YÉMEN, au nom du G-77/CHINE, a déclaré qu'il attendait avec intérêt l'examen des questions identifiées par le Groupe d'experts du transfert de technologie (GETT) dans le cadre de l'AWG-LCA et a insisté sur la mise en œuvre basée sur l'action du Programme de travail de Nairobi sur les impacts, la vulnérabilité et l'adaptation aux changements climatiques (PTN). Le LESOTHO, au nom des PMA, a souligné l'importance du PTN, de la recherche et de l'observation systématique, et a appelé à une attention accrue au programme de travail des PMA. L'ESPAGNE, au nom de l'UE, s'est félicitée des progrès accomplis dans le PTN, le programme de travail du GETT et les niveaux de référence normalisés dans le cadre du MDP. L'AUSTRALIE, au nom du GROUPE DE COORDINATION, a noté les progrès réalisés sur la REDD et sur les directives de la CCNUCC pour les rapports.

Le KOWEÏT a souligné les efforts entrepris par son pays pour réduire les effets des changements climatiques et soutenir financièrement des projets dans d'autres pays en développement.

Le représentant de l'ICLEI-GOUVERNEMENTS LOCAUX POUR LA DURABILITÉ a salué les progrès dans le PTN, soulignant le rôle des gouvernements locaux dans la lutte contre les changements climatiques. Le délégué de l'Organisation Femmes pour l'environnement et le développement, au nom des ONG traitant des femmes et de l'égalité entre les sexes, a souligné que la REDD ne devrait pas aggraver les conditions de vie des femmes et a plaidé pour, entre autres, l'égalité entre les sexes.

L'Institut mondial du charbon, au nom des BINGO, a exhorté les parties à inclure le captage et le stockage du carbone (CSC) dans le cadre du MDP et à établir des cadres réglementaires qui comportent des incitatifs à la technologie du CSC. La Confédération syndicale internationale, au nom des syndicats, a souligné la nécessité d'améliorer le PTN et exprimé ses préoccupations au sujet de l'absence de progrès sur les aspects scientifiques, techniques et socio-économiques de l'atténuation.

Konaté, le président du SBSTA a déclaré la SBSTA 32 close à 13h10

### GROUPES DE CONTACT ET CONSULTATIONS INFORMELLES

**RÉDUCTION DES ÉMISSIONS DE L'ANNEXE I (AWG-KP):** Au cours de la réunion du groupe de contact le matin, les parties ont échangé des vues sur le projet de conclusions.

À propos de la voie à suivre, en particulier en ce qui concerne les travaux de l'AWG-LCA, l'ESPAGNE, au nom de l'UE, appuyée par la NORVEGE, la SUISSE et le JAPON, a plaidé pour un texte réaffirmant la nécessité d'une approche cohérente entre la Convention et le Protocole pour ce qui est des engagements pris par les parties à l'annexe I, comme convenu par l'AWG-KP 6 (FCCC/KP/2008/8). Mettant en garde contre « le butinage » à partir des autres documents, la CHINE a demandé instamment de se concentrer sur l'état actuel des négociations. La ZAMBIE a suggéré que des progrès ont été accomplis depuis Poznań et qu'ils devraient être reflétés dans les résultats de la présente session. Soulignant le principe de responsabilités communes mais différenciées ainsi que l'article 3.9 du Protocole (nouveaux engagements de l'annexe I), le BRÉSIL, au nom du G-77/CHINE, a souligné la nécessité de hiérarchiser les travaux de l'AWG-KP. Le JAPON, avec la FÉDÉRATION DE RUSSIE, a souligné que les deux GTS évoluent « la main dans la main ». L'UE a mis en garde contre une interprétation « étroite » de la Convention et a souligné la volonté des pays de l'annexe I de prendre les devants pour des réductions importantes des émissions.

Pour ce qui est de la mise à jour d'un document présentant une compilation des engagements (FCCC/KP/AWG/2010/INF.1), l'AFRIQUE DU SUD, appuyée par l'UE, la NORVÈGE, la BOLIVIE, les ÉTATS FÉDÉRÉS DE MICRONÉSIE et la GAMBIE, a proposé de tenir compte des informations examinées au cours de la présente session, en particulier les tableaux préparés par le Secrétariat, montrant la traduction des engagements en cours en objectifs chiffrés. S'opposant à cette proposition, le JAPON et la FEDERATION DE RUSSIE ont souligné les différents statuts de l'information contenue dans le document et les calculs mathématiques présentés par le Secrétariat. L'Australie a indiqué que les tableaux sont « très hypothétiques et ne reflètent pas les vues des parties. » Charles, le co-président, a expliqué que les tableaux ont été présentés par le Secrétariat à des fins d'illustration et n'ont pas été soumis à un examen intensif de la part des parties. Il a suggéré de poursuivre le travail sur cette question à la prochaine session. Le BÉNGLADESH a proposé la mise à jour du document technique sur la transformation des engagements en objectifs chiffrés (FCCC/TP/2010/2) et, soutenu par l'UE, que les objectifs soient exprimés en gigatonnes.

Pour ce qui est d'inviter les parties à l'annexe I à fournir des informations sur leur utilisation envisagée de l'UTCATF et des mécanismes de flexibilité au cours de la prochaine période d'engagement, les PHILIPPINES ont demandé d'inclure également le texte sur la part des réductions au niveau national.

**QUESTIONS JURIDIQUES (AWG-KP):** La co-présidente Alban a invité les parties à examiner le projet de conclusions, en gardant à l'esprit la nécessité de fournir des orientations au Secrétariat sur la portée du document proposé, et a indiqué qu'une analyse juridique est nécessaire. Elle a expliqué que les conclusions sur les questions juridiques seront incluses dans la série des conclusions qui sera préparée par le président de l'AWG-KP.

L'AFRIQUE DU SUD, la CHINE et l'ESPAGNE, au nom de l'UE, ont souligné la nécessité de présenter des conclusions qui reflètent le contexte du travail du groupe de contact. L'AFRIQUE DU SUD a souligné que le contexte est celui d'éviter un décalage entre la première et la deuxième périodes d'engagement

LES ÉTATS FÉDÉRÉS DE MICRONÉSIE, soutenus par l'AFRIQUE DU SUD et la CHINE, mais contrés par le JAPON, ont souligné que le libellé « en vue d'éviter un décalage entre la première et la deuxième périodes d'engagement »; est trop faible, notant que dans la décision 1/CMP. 1 (examen des engagements des parties à l'annexe pour les périodes ultérieures en vertu de l'article 3.9 du Protocole), les parties avaient déjà convenu de « veiller » à ce qu'il n'y ait pas un tel décalage.

La FEDERATION DE RUSSIE, contrée par la GAMBIE, a proposé de supprimer la référence à la deuxième période d'engagement, préférant le libellé « périodes d'engagement ultérieures ». La FÉDÉRATION DE RUSSIE, le JAPON et d'autres se sont opposés aussi au terme « intégrité de l'environnement », qu'ils considèrent comme une question politique, et non juridique.

Concernant le but du document, les parties ont discuté du point de savoir si le texte doit se lire: « pour examiner un décalage possible », « pour s'assurer qu'il n'y a pas de décalage » ou pour « examiner et/ou éviter tout décalage ». De nombreuses parties ont fait opposition à la proposition de demander au Secrétariat d'effectuer une « évaluation » ou « analyse », préférant demander au Secrétariat d'« identifier » et / ou « explorer ».

**POINT 3 (AWG-LCA):** les possibilités d'utiliser les marchés pour améliorer le rapport coût-efficacité de, et pour promouvoir, les mesures d'atténuation: Au cours des consultations informelles de l'après-midi, les discussions ont porté sur les approches fondées sur le marché. Plusieurs parties ont souligné la nécessité de débattre également des approches non fondées sur le marché, mais certaines ont souligné que ces approches font actuellement l'objet de débat dans d'autres instances et ont préféré se concentrer sur les approches fondées sur le marché.

Les parties ont également échangé des vues sur l'opportunité de créer de nouveaux mécanismes de marché, le type de format que ces nouveaux mécanismes devraient prendre, les principes qui devraient les guider et le type d'accord qu'il faudra conclure à Cancun pour ces mécanismes.

**QUESTIONS DIVERSES (AWG-KP):** Le co-animateur Iversen a fait rapport sur les discussions menées par le sous-groupe de l'UTCATF, soulignant, entre autres, la décision de demander au Secrétariat d'organiser un atelier de pré-session sur la gestion forestière avant la session d'août. Dovland, le vice-président de l'AWG-KP, a présenté un compte rendu des discussions sur la série de questions de méthodologie et les mécanismes de flexibilité, notant qu'aucun texte nouveau ou révisé ne sera élaboré avant la prochaine session.

### **DANS LES CORRIDORS**

L'avant dernier jour des pourparlers de Bonn sur les changements climatiques, l'activité frénétique à laquelle l'on a assisté les jours précédents semblait se terminer se dissiper. Dans l'après-midi et le soir, l'on a vu plusieurs délégués se mêler à la foule dans les couloirs, et beaucoup d'entre eux attendaient avec intérêt le "document de Margaret," résumant le travail effectué par l'AWG-LCA lors de la réunion et se demandaient quand le texte serait publié. "Malheureusement, il semble que nous n'aurons pas le temps d'examiner le document dans nos groupes de ce soir", a commenté un délégué d'un pays en développement, après avoir été informé que le document serait disponible après 22 heures. "J'espère que nous pouvons encore accepter de l'utiliser comme une base pour nos négociations à la prochaine session", a déclaré un autre.

Pour certains, le centre d'intérêt avait déjà commencé à se déplacer vers la Coupe du Monde de la FIFA, et plusieurs délégués épiçaient leurs interventions avec des analogies au football. L'on a entendu bon nombre d'entre eux se demander avec inquiétudes si les GTS seraient en mesure de conclure leurs travaux avant le coup d'envoi vendredi après-midi. "Enfin, nous aurons une incitation collective à maintenir nos interventions de clôture à moins de deux minutes", a suggéré un délégué dont le pays va jouer le match d'ouverture du tournoi à Johannesburg.

**SYNTHÈSE ET ANALYSE DU BNT:** Le numéro de Bulletin des Négociations de la Terre consacré à la synthèse et analyse des séances sera disponible dès le lundi 14 Juin 2010 en ligne à: <http://www.iisd.ca/climate/sb32/>